

Des Prix Nobel de la Paix appellent au boycott militaire d'Israël

Une lettre de 52 signataires, notamment des artistes et des militants, dénonce en plus la complicité des États-Unis et de l'Union européenne avec leurs ventes d'armes.

« Etre libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ; c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres. »

Nelson Mandela

Un homme observe ce qui reste de ce qui fut un poste de police du Hamas après un raid sioniste – Gaza ville.

Photo : Oliver Weiken/EPA

Un groupe de lauréats du prix Nobel de la Paix, d'artistes et de militants de renom ont publié un appel pour un boycott militaire international d'Israël après son agression contre la bande de Gaza ce mois-ci. La lettre dénonce également les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs pays en voie de développement pour ce qu'elle qualifie de « *complicité* » avec leurs ventes d'armes et autres soutiens militaires à l'agression qui a tué 160 Palestiniens, dont beaucoup de civils, et notamment environ 35 enfants.

Parmi les 52 signataires figurent les prix Nobel de la Paix Mairead Maguire et Adolfo Pérez Esquivel ; les cinéastes Mike Leigh et Ken Loach ; l'auteure Alice Walker ; l'universitaire étatsunien Noam Chomsky ; Roger Waters des Pink Floyd ; et Stéphane Hessel, ancien diplomate français et survivant de l'Holocauste, co-auteur de la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« Horrifiés par la dernière agression israélienne contre les un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza assiégée et occupée, et conscients de l'impunité qui a permis ce nouveau chapitre de violations qui durent depuis plusieurs décennies par Israël du droit international et des droits palestiniens, nous croyons qu'il y a un besoin urgent d'une action internationale en vue d'un embargo militaire obligatoire, global, à l'encontre d'Israël » indique la lettre.

« Une telle mesure a déjà fait l'objet de plusieurs résolutions des Nations-Unies et elle est similaire à l'embargo sur les armes qui a été imposé à l'apartheid de l'Afrique du Sud dans le passé. »

La lettre accuse plusieurs pays de fournir un soutien militaire important qui a facilité l'agression contre Gaza.

« Si les États-Unis ont été le plus grand fournisseur d'Israël, lui remettant pour des milliards de dollars du matériel militaire de pointe, chaque année, le rôle de l'Union européenne ne doit pas passer inaperçu, en particulier pour ses subventions considérables au complexe militaire d'Israël à travers ses programmes de recherche.

« De même, les liens militaires croissants entre Israël et les économies émergentes du Brésil, de l'Inde et de la Corée du Sud sont démesurés au regard de leurs soutien dérisoire à la liberté palestinienne » est-il écrit.

La lettre s'ouvre sur une citation de Nelson Mandela : *« Etre libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ; c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres. »*

Parmi les autres signataires : John Dugard, juriste sud-africain et ancien rapporteur spécial des Nations-Unies pour les territoires occupés ; Luisa Morgantini, ancienne présidente du Parlement européen ; Cynthia McKinney, ancienne

membre du Congrès des États-Unis ; Ronnie Kasrils, ancienne ministre d'Afrique du Sud ; et la dramaturge Caryl Churchill.

Chris McGreal – Jérusalem, le 28 novembre 2012

Guardian.co.uk



Ci-dessous, la déclaration intégrale et la liste d'origine des signataires

Il est maintenant temps pour un embargo militaire contre Israël !

« Etre libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ; c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres. »

Nelson Mandela

Horriés par la dernière agression israélienne contre les un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza, assiégée et occupée, et conscients de l'impunité qui a permis ce nouveau chapitre dans les violations qui durent depuis plusieurs décennies par Israël du droit international et des droits palestiniens, nous croyons qu'il y a un besoin urgent d'une action internationale en vue d'un embargo militaire obligatoire, global, à l'encontre d'Israël. Une telle mesure a déjà fait l'objet de plusieurs résolutions des Nations-Unies

(1) et elle est similaire à l'embargo sur les armes qui a été imposé à l'apartheid de l'Afrique du Sud dans le passé. »

Une belligérance incontrôlée d'Israël et un déni persistant des droits humains et à l'autodétermination du peuple palestinien exigent un travail concerté de la société civile internationale pour forcer les gouvernements du monde à mettre un terme à leur complicité. Cette impunité a permis à Israël de poursuivre son occupation, sa colonisation et son déni des droits des réfugiés palestiniens consacrés par les Nations-Unies.

Si les États-Unis ont été le plus grand fournisseur d'Israël, lui remettant pour des milliards de dollars du matériel militaire de pointe, chaque année, le rôle de l'Union européenne ne doit pas passer inaperçu, en particulier pour ses subventions considérables au complexe militaire d'Israël à travers ses programmes de recherche. De même, les liens militaires croissants entre Israël et les économies émergentes du Brésil, de l'Inde et de la Corée du Sud sont démesurés au regard de leurs soutiens dérisoires à la liberté palestinienne.

Les liens militaires avec Israël ont en permanence alimenté les actes d'agression. Israël continue de consolider son assujettissement des Palestiniens, tout en provoquant ou en initiant un conflit armé avec ses voisins dans la région.

La tentative d'Israël de justifier cette utilisation illicite de la belligérance et d'une force militaire disproportionnée par « la légitime défense » ne résiste pas à un examen juridique – ou moral -, les États ne pouvant invoquer la légitime défense dans des actes qui visent à défendre une situation illégale qu'ils ont créée en premier lieu (2).

Nous soutenons par conséquent l'appel de la société civile palestinienne pour un embargo militaire urgent et global à l'encontre d'Israël, en tant que mesure non violente et

efficace pour faire cesser les guerres et la répression d'Israël, et obtenir qu'Israël se conforme aux obligations que lui impose le droit international. Désormais, il s'agit d'un impératif moral et juridique pour parvenir à une paix juste et globale.

Liste d'origine des signataires (ordre alphabétique) :

Aloni Udi, cinéaste, Israël

Arnov Anthony, éditeur et auteur, États-Unis

Balibar Étienne, universitaire, France

Ballagh Robert, artiste et président de l'Institut pour les études historiques et culturelles d'Irlande, Irlande

Benegal Shyam, réalisateur et scénariste, Inde

Berger John, auteur, critique, Royaume-Uni

Brenton Howard, dramaturge et scénariste, Royaume-Uni

Butler Judith, universitaire, États-Unis

Carson Clayborne, réalisateur, Institut Martin Luther King Jr de recherche et d'enseignement, université de Stanford, États-Unis

Chomsky Noam, universitaire, États-Unis

Churchill Caryl, auteure dramatique, Royaume-Uni

Davis Angela, universitaire et auteure, États-Unis

Deane Raymond, compositeur, Irlande

Dolci Danilo, sociologue, Italie

Dugard John, professeur de droit international, Afrique du Sud

Egan Felim, artiste, Irlande

Esquivel Adolfo Perez, Prix Nobel de la Paix 1980, Argentine

Feiler Dror, musicien et artiste, Suède

Gallo Don Andrea, prêtre, Italie

Glass Charles, journaliste, États-Unis

Hack Margherita, astrophysicienne, Italie

Halliday Denis J., ancien assistant du secrétaire général des Nations-Unies (1994-98), Irlande

Hessel Stéphane, diplomate, survivant de l'Holocauste et co-auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, France

Jørgensen Tor B, évêque, Norvège
Juhl Christian, membre du Parlement, Danemark
Kasrils Ronnie, homme politique, Afrique du Sud
Kaurismäki Aki, scénariste et réalisateur, Finlande
Khalife Marcel, musicien, Liban
Klein Naomi, auteure et militante, Canada
Laverty Paul, cinéaste, Royaume-Uni
Lee Taeho, secrétaire général, Solidarité du peuple pour la
démocratie participative, Corée du Sud
Loach Ken, cinéaste, Royaume-Uni
Løkkeberg Vibeke, actrice et réalisatrice, Norvège
Leigh Obe Mike, réalisateur, Royaume-Uni (Palme d'Or 1996)
Levy-Leblond Jean-Marc, universitaire, France
Maguire Mairead, Prix Nobel de la Paix 1976, Irlande
Mansfield Michael, avocat, Royaume-Uni
Margolyes Miriam, actrice, Royaume-Uni
McKinney Cynthia, femme politique, États-Unis
Mirza Saeed, cinéaste, Inde
Morgantini Luisa, ancienne présidente du Parlement européen
Moxnes Bjørnar, membre du Conseil de la ville d'Oslo
Osten Suzanne, auteure et réalisatrice, Suède
Peled Nurit, professeur de langue, Israël
Pilger John, journaliste, auteur, cinéaste, Australie
Soueif Ahdaf, auteur, Égypte/Royaume-Uni
Walker Alice, auteure, États-Unis
Roger Waters, musicien, Royaume-Uni
Williams John, musicien, Royaume-Uni
Vita Vincenzo, sénateur, Italie
Zizek Slavoj, philosophe, Slovénie

[1] Voir par exemple la résolution 3414 de l'Assemblée générale des Nations-Unies (1975) : « *L'AG des Nations-Unies prie tous les États de cesser de fournir toute aide militaire ou économique à Israël tant qu'il continuera à occuper des territoires arabes et à refuser de reconnaître les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien ;* »

[2] Selon le principe de base du droit international, ex injuria non-oritur ius (le droit ne naît pas du fait illicite)

Texte en anglais de la déclaration

28 novembre 2012 – The Guardian – Texte en anglais de la déclaration – traductions : Info-Palestine/JPP